



Commission Internationale Contre la Peine de Mort
Texte d'opinion
Février 2013. Genève, Suisse

GENEVA EVENTS PUTS DEATH PENALTY IN THE POLITICAL SPOTLIGHT – La peine de mort au centre de l'attention politique grâce à un événement international à Genève

Lors de la vingt-deuxième session du Conseil des Droits de l'Homme qui se tiendra à Genève la semaine prochaine, un événement majeur organisé par la Commission Internationale Contre la Peine de Mort (ICDP) réunira les hauts fonctionnaires de gouvernements provenant de toutes les régions du monde. Cet événement exceptionnel a pour but l'évaluation des motivations et moyens pour l'abolition, une fois pour toutes, de cette grave atteinte à la justice et aux droits de l'homme, qui est un fléau pour l'humanité depuis trop longtemps.

La question de la peine de mort est au cœur du débat. La manifestation qui se déroulera au Palais des Nations et qui voit la participation des hauts représentants du gouvernement suisse, ainsi que d'autres Etats progressistes tels que l'Argentine, la Norvège et l'Espagne et autres membres de la Commission, est un événement important car il n'y a pas de place pour la suffisance.

Bien que la tendance globale prenne clairement la direction de l'abolition de la peine de mort, il reste encore de sérieux défis avant d'atteindre un monde exempt de cette sanction.

Durant ces derniers mois seulement, l'Afghanistan a exécuté 16 prisonniers, l'Inde a donné suite à ses deux premières exécutions depuis 2004 et la pendaison d'un soldat au Pakistan a été la première exécution dans le pays depuis 2008.

Une augmentation du nombre de pendaisons, principalement pour des crimes liés à la drogue, est actuellement en cours en Iran, l'Arabie Saoudite a mis à exécution des décapitations publiques au taux alarmant de deux par semaine, et le Yémen a été largement condamné suite à l'exécution de deux mineurs.

L'année dernière, le Japon a pendu sept prisonniers après presque deux ans sans recours à la peine de mort contre ses propres citoyens, tandis qu'en Gambie neuf prisonniers ont perdu la vie devant un peloton d'exécution pour la première fois depuis 1981.

Ces récents développements mettent en évidence l'importance cruciale de mettre cette sanction cruelle, inhumaine et dégradante au centre de l'attention politique. Cela rappelle aussi à quel point l'engagement international contre la peine capitale de la part de nations telles que la Suisse est important.

En tant que Président de l'ICDP – un organisme indépendant qui s'oppose à la peine de mort dans toutes circonstances et est dirigé par un groupe de Commissaires éminents et influents venant de toutes les régions du monde – je suis ravi que Genève accueille notre rencontre de haut niveau la semaine prochaine.

La Suisse a apporté un soutien dévoué à la Commission depuis sa création par le gouvernement espagnol en 2010. Ma collègue la Commissaire Ruth Dreifuss, ancienne Présidente de la Confédération Suisse, présidera l'évènement, durant lequel nous aurons aussi l'honneur d'entendre s'exprimer Kyung-wha Kang, Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que de recevoir un message du Secrétaire-Général des Nations Unies Ban Ki Moon.

Malgré les tristes évènements mentionnés précédemment, nos invités se retrouveront à Genève conscients du fait que que la campagne mondiale pour un monde exempt de la peine de mort – le châtement ultime et une grave violation du droit à la vie – ne cesse de progresser.

Aujourd'hui plus des deux tiers des nations, soit plus de 150 pays selon les Nations Unies, ont renoncé à la peine de mort ou ne mènent plus d'exécutions, alors qu'encore à la fin des années 1970, 16 pays seulement avaient aboli la peine de mort pour tous les crimes.

Ces pays ont renoncé à la peine de mort car c'est un outil de justice pénale injustifié et défaillant. Ce moyen de dissuasion des crimes violents est cruel et inefficace et comporte toujours le risque d'exécuter des innocents, il n'a donc pas sa place dans un monde moderne et civilisé.

Ce processus a été suivi par des progrès extraordinaires au sein des Nations Unies. Au mois de Décembre 2012, l'Assemblée Générale a voté largement favorablement à un moratoire international sur la peine de mort.

Ce vote fait suite à de précédentes résolutions adoptées par cet organisme mondial. La première résolution de l'Assemblée Générale qui exige un moratoire universel sur la peine capitale visant à l'abolition totale date de 2007 et a été renforcée par de nouvelles résolutions en 2008 et 2010. A chaque occasion le vote favorable au moratoire s'est renforcé, les votes en faveur augmentant de 104 à 111 voix. La Suisse a voté favorablement pour chaque résolution.

Cependant, l'appel résolu et décidé des Nations Unies est nécessaire pour faire face au comportement isolé d'un nombre restreint d'Etats.

Les pays menant les plus grands nombres d'exécutions sont la Chine, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Cependant, même de ce groupe d'Etat favorable à la peine de mort il y a des signes précurseurs d'espoir. Malgré les 43 exécutions enregistrées aux Etats Unis au cours de l'année passée, l'opinion publique concernant la peine capitale est au plus bas depuis les quatre dernières décennies.

Etant donné qu'un nombre croissant de pays jugent que la peine capitale est une pratique abjecte qui ne fait que nuire à la société, l'isolation de cette minorité de pays qui soutiennent encore la peine de mort s'accroît continuellement.

L'espoir tient au fait que les autorités de ces pays exercent le leadership nécessaire pour entrer finalement dans une ère moderne, par le biais de la suspension immédiate de la peine de mort, en tant que première étape vers l'abolition totale.

Federico Mayor est le Président de la Commission Internationale contre la Peine de Mort. Avant d'occuper ce poste il a été Directeur Général de l'UNESCO (1987-1999) ; Ministre de la Science et l'Education en Espagne (1981-1982) ; et membre du Parlement Européen (1987). La Commission Internationale contre la Peine de Mort compte parmi ses Commissaires d'anciens Présidents, Premiers Ministres, Ministres de gouvernement, Hauts Fonctionnaires des Nations Unies, un ancien gouverneur aux Etats-Unis, un ancien juge et Président de la Cour de Justice Internationale et éminents universitaires. Pour plus d'informations visitez le site www.icomdp.org.